

GUÉANT AUX ÉTUDIANTS NON EUROPÉENS DE L'HEXAGONE : Retournez chez vous

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Ingénieurs en informatique ou en télécoms, diplômés sciences Po Paris de HEC ou encore de Polytechnique et autres sorties de La Sorbonne, de Dauphine ou d'autres universités françaises ont, pour la deuxième fois, manifesté en masse samedi à Paris. L'Objet de leur mobilisation ? La circulaire Guéant qui limite, pour ne pas dire bloque, l'accès au statut de salarié pour les étudiants étrangers non européens qui souhaitent rester travailler en France. Parmi eux, de très nombreux Algériens.

Des centaines d'étudiants chinois, algériens, marocains, béninois, congolais ou autres originaires d'Amérique latine ont manifesté devant le ministère du Travail samedi à l'appel du Collectif du 31 mai, soutenu par la CGT, l'Unef et la Confédération Etudiante.

C'était le deuxième rassemblement du genre. Il a réuni autant sinon plus d'étudiants qu'au cours de la mobilisation du 13 octobre dernier, mobilisés contre la circulaire du ministre de l'Intérieur Claude Guéant



Photos : DR

qui s'attaque cette fois-ci aux étudiants étrangers non européens. S'ils sont diplômés des grandes écoles ou d'universités de l'Hexagone, qu'ils aient ou non des promesses d'embauche ou même s'ils sont embauchés en contrat à durée indéterminée, CDI, la circulaire restreint considérablement l'obtention d'un visa de travail pour ceux qui le demandent. Les préfectures ont

été instruites de refuser le statut salarié à l'étudiant étranger «dès lors que l'entreprise ne respecte pas le quota d'embauche de seniors ou de handicapés».

Abdelkrim, rencontré sur les lieux de la manifestation, explique : «J'ai fait un parcours sans faute, j'ai obtenu mon master 2 à La Sorbonne et alors que je m'apprêtais à intégrer mon poste de travail, non seulement l'on m'a refusé la carte de séjour de salarié mais l'on m'a aussi sommé de quitter au plus tard dans un mois le territoire français.» Dans ce cas comme pour tous, les entreprises ne peuvent recruter sans ce sésame de la carte de séjour salarié qui remplace celle d'étudiant. C'est justement parce que son ami et colocataire, marocain comme lui, n'a pu obtenir ce changement de statut qu'il a dû repartir au Maroc au

bout de quelques mois d'un vain parcours du combattant. «On use d'une politique anti-discrimination (celle devant favoriser le recrutement de handicapés) pour discriminer, commentait au cours du précédent rassemblement une étudiante algérienne.

Une autre, venue d'Algérie elle aussi, s'étonne : «Comment peuvent-ils se mettre une balle dans le pied avec cette circulaire ? Au lieu de compléter la formation par une expérience sur le terrain et consolider ainsi non seulement la formation mais aussi la réputation de leurs institutions de formation, ils sortent cette circulaire et se sabordent eux-mêmes.» Bariza Khiari, vice-présidente du Sénat, ne dit pas autre chose et considère ce texte comme «injuste, contre-productif et nuisible à l'attractivité des grandes écoles françaises et plus globalement à la France».

Pas sûr que cette circulaire soit le résultat de soucis du pouvoir d'accorder plus de postes aux seniors et aux handicapés. En fait, elle vient en droite ligne des dispositifs sans cesse promulgués depuis l'arrivée de la droite au pouvoir faisant de l'immigration son bouc émissaire. Mais alors, s'interrogent certains, pourquoi sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur, l'on se vante de l'arrivée d'étudiants étrangers en France ? C'est en permanence le double langage et ce n'est pas fait pour attirer plus d'étudiants hors Hexagone.

Pour l'heure, ceux qui sont concernés par cette circulaire Guéant sont au nombre de 10 000. Sur 500 dossiers transmis pour changement de statut (d'étudiant à salarié), seuls 60 cas ont été traités positivement, une centaine ont essuyé un refus et à une autre centaine de cas, il a été signifié l'obligation de quitter le territoire français.

K. B.-A.

ITALIE

Berlusconi envisage un retour au pouvoir

En se déclarant hier prêt à revenir au pouvoir, Silvio Berlusconi a volé la vedette au président Giorgio Napolitano, qui a entamé des consultations politiques en vue de nommer un nouveau chef de gouvernement, qui sera sauf surprise l'ex-commissaire européen Mario Monti.

Un homme aux antipodes du Cavaliere, qui a quitté le pouvoir sous les huées et les insultes samedi soir à l'issue d'une journée «historique» marquant «la fin d'une époque», selon la presse italienne.

Cela ne semble pas toutefois avoir refroidi les ardeurs du Cavaliere, qui s'est dit hier «fier» de son action pendant la crise économique et a espéré «repandre le chemin du gouvernement». La nomination de Mario Monti devrait intervenir en fin de journée afin de rassurer les marchés et les partenaires internationaux avant l'ouverture des bourses aujourd'hui, journée qui sera en outre marquée par une nouvelle émission obligatoire faisant figure de test.

Le président Napolitano s'est donc lancé dès potron-minet dans une course contre la montre : la Constitution lui impose en effet de recevoir la totalité des formations politiques du pays avant de désigner le nouveau président du Conseil.

Du coup, cet ex-communiste de 86 ans doit enchaîner 19 rendez-vous en un temps record. Le président du Sénat Renato Schifani a ouvert le bal, suivi du président de la Chambre des députés Gianfranco Fini, ex-allié de Silvio Berlusconi passé dans l'opposition l'an dernier.

Les derniers reçus seront le Parti démocrate (PD, gauche), principal parti d'opposition, et le Peuple de la liberté (PDL, parti de M. Berlusconi). Ce n'est qu'à l'issue de ce marathon, prévu pour s'achever vers 17h GMT, que M. Napolitano pourra annoncer le nom du successeur du Cavaliere. Le candidat pressenti, un homme de 68 ans à l'allure rassurante, s'est pour l'instant enfermé dans un mutisme prudent. Catholique pratiquant, il a assisté tranquillement à la messe dans une église de la capitale. «Vous avez vu ? Quelle journée splendide», s'est-il

contenté de répondre à des journalistes en sortant de son hôtel romain sous un soleil radieux.

Une sérénité dans la tempête, caractéristique de cet homme pondéré au nez toujours chaussé de lunettes, surnommé parfois «le cardinal», qui s'est taillé une réputation de compétence et d'indépendance comme commissaire européen pendant dix ans (1994-2004), d'abord au Marché intérieur puis à la Concurrence.

Il est aussi depuis 1994 président de la prestigieuse université Bocconi de Milan, considérée comme la meilleure faculté d'économie d'Italie et dont il est diplômé.

Ces compétences ne seront pas de trop pour gouverner l'Italie, qui croule sous une dette colossale (1 900 milliards d'euros, 120% du PIB) et a été placée sous surveillance du Fonds monétaire international, de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. La mission de Mario Monti ne s'annonce donc pas comme une partie de plaisir, et la presse transalpine ne manquait pas de le souligner hier matin. «La route est accidentée et pour la parcourir il ne faut pas faire d'erreur», met en garde le quotidien de référence *Il Corriere della Sera*. D'autant que «les dirigeants du PDL sont partagés entre ceux qui s'opposent à la candidature de Monti et ceux qui l'acceptent comme la seule issue possible», note *La Repubblica* (gauche).

Encore plus pessimiste et mordant, *Il Giornale*, le journal de la famille Berlusconi, annonce en Une : «Monti, le précaire.» «Berlusconi ne lui barre pas la route, mais le parti (PDL) est divisé», observe-t-il. Et Silvio Berlusconi, qui a pourtant apporté son soutien à M. Monti et l'a reçu pendant deux heures à déjeuner samedi, reste en embuscade : «Nous sommes en mesure de débrancher la prise quand nous voulons», a-t-il confié à ses proches. Le Cavaliere dispose encore d'un pouvoir de nuisance non négligeable qu'il compte bien monnayer au prix fort. Hier matin, devant sa résidence romaine, six militants irréductibles de son parti faisaient le pied de grue en agitant des pancartes «Merci Président !»



Communiqué

Préservez la confidentialité de votre numéro principal

«Nedjma thani», le numéro provisoire pour la réception d'appels sur votre puce

Alger, le 13 novembre 2011

Toujours à l'avant-garde et soucieuse d'offrir les meilleurs produits à ses clients, Nedjma lance, en exclusivité, un nouveau service, utile, pratique et innovant, de location de numéro : «Nedjma thani».

Ce service inédit permet aux clients Nedjma de louer, pour une durée déterminée et à des tarifs abordables, un deuxième numéro, actif sur votre puce, pour y réceptionner des appels.

Le client peut ainsi obtenir un numéro provisoire pour des besoins précis en communication (ex. : insertion d'une annonce classée dans la presse) tout en préservant la confidentialité de son numéro principal et sans pour autant devoir acquérir une puce supplémentaire.

Pour accéder au service «Nedjma thani», il suffit au client de composer sur son mobile le code *308#, d'appuyer sur la touche d'appel et choisir dans le menu le forfait souhaité parmi les deux formules proposées, à savoir une semaine à 100 DA et un mois à 250 DA.

La durée de location peut-être d'une semaine ou d'un mois, avec la possibilité pour le client de la prolonger, à la demande, et autant de fois qu'il le souhaite, en choisissant le forfait de son choix parmi les deux formules proposées.

Outre la prolongation de la période de location du numéro, «Nedjma thani» offre également la possibilité au souscripteur de renouveler la location du même numéro après expiration de la période louée, de suspendre, réactiver, changer de numéro ou de le consulter en cas d'oubli en composant *308#.

Le service «Nedjma thani» est disponible sur toutes les offres Nedjma à l'exception des offres post-payées.

**Le Département des Relations Publiques
Nedjma**

